

<http://ecoleemancipee.org/spip.php?article2368>



Denis Thomas : Les services publics en butte aux patriotes et aux libéraux.

- FSU - CDFN - CDFN 2016-2017 - CDFN Mai 2017 -



Date de mise en ligne : lundi 22 mai 2017

Copyright © L'École Émancipée - Tous droits réservés

J'ai assisté samedi à un spectacle ayant pour sujet la montée du sentiment de révolte d'un paysan, devenu poilu, plongé dans la boucherie infâme de la première guerre mondiale...Représentation qui a eu lieu à Villers Cotterêts, ville de l'Aisne, un des 2 départements qui a placé MLP en 1ere position au second tour des présidentielles, dans cette Picardie des villages votant en moyenne à plus de 40% pour MLP avec des pointes à 75%.

Dans cette ville dont l'actuel maire, Franck Briffaut, FN, a refusé de commémorer l'abolition de l'esclavage en 2014, la responsable de la médiathèque est dans une lutte de tous les instants pour préserver la liberté de choix et le pluralisme dans l'achat des ouvrages, dans la programmation culturelle... pour permettre la diffusion de spectacles pas forcément dans la ligne « patriote » puisque le poilu chante à un moment la chanson de Craone qui fait référence aux fusillés pour l'exemple de 1917...

Cette collègue, qui est fonctionnaire de la fonction publique territoriale, est déterminée à remplir coûte que coûte sa mission de service public et combat au jour le jour les thèses du FN et de l'extrême droite.

On est bien là tout à fait dans le cadre du statut de la fonction publique, de ses droits mais aussi de ses devoirs notamment celui de l'exigence de remplir la mission confiée dans l'intérêt général et de résister aux pressions locales et partisans.

Statut de fonctionnaire, fonction publique, services publics, missions, intérêt général forment donc une chaîne cohérente dans laquelle, le président Macron alors ministre de l'économie veut enfoncer un coin : en 2015, il avait jugé que le statut des fonctionnaires « n'était plus adapté au monde tel qu'il va » et surtout « plus justifiable compte tenu des missions ».

Si maintenant le président Macron parle de moderniser le statut, en donnant plus de souplesse dans les recrutements, la gestion, les mobilités, les rémunérations ; il veut également supprimer 120 000 postes de fonctionnaires dont 70 000 dans la FPT et aller au-delà des 50 milliards de coupes budgétaires d'Hollande. Et on sait que la réduction programmée de 10 milliards de dotations aux collectivités territoriales, combiné à l'exonération de la taxe d'habitation pour 80% des assujettis, va placer les municipalités notamment devant des impasses budgétaires en termes de maintien des services publics et de postes, les compensations promises de l'État n'étant jamais à la hauteur et la culture et le tissu associatif faisant partie en général des premiers sacrifiés.

Emmanuel Macron, en campagne, est venu à Villers Cotterêts, en mars 17, une visite placée sous le signe de la culture, pour défendre une vision pluraliste de l'identité française, du patriotisme ... Villers Cotterêts, c'est la ville d'Alexandre Dumas, métis, symbole de notre identité plurielle.

Les services publics qui fondent la solidarité nationale concourent puissamment à cette identité française, au respect du pluralisme dans le respect de l'intérêt général.

Si des postes tels que celui de Ghislaine disparaissent, qui défendra alors cette exigence de culture, enjeux à la fois de résistance au formatage idéologique et soumis aux coupes budgétaires.

Alors, même dans ces coins perdus de la république, des citoyen-nes se mobilisent ici contre la fermeture d'une classe, d'un bureau de poste, là contre la suppression d'une ligne ferroviaire ou de guichet SNCF, d'une maternité ou d'un hôpital de proximité...et dans mon coin, vu le vote FN, il y a dans ces mobilisations des citoyen-nes qui votent MLP. La suppression des services publics renforce le sentiment d'abandon qui alimente le vote FN.

C'est bien ces deux bouts qu'il va nous falloir tenir dès à présent :

- **être aux côtés des personnels pour la défense et l'amélioration du statut, des conditions de travail en lien avec la défense, la promotion des services publics et favoriser la construction d'initiatives unitaires,**
- **être aux côtés des citoyen-nes et des populations pour porter ensemble l'exigence de services publics renouvelés, vecteurs de solidarités, de justice sociale et territoriale dans les cadres collectifs d'actions comme ceux de la Convergence des services publics et d'Attac...**

Dans la période des élections législatives qui s'ouvre, c'est bien ces enjeux de société qu'il nous faut porter dans le débat public.